

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 10 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX

La Clarté
BP 21
44410 Herbignac

Références : 2023-114_INSP_RAP_SB_CHARIER CM - L'Angibourgère
Code AIOT : 0006303873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté L'Angibourgère LA TOURLANDRY 49120 Chemillé-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL a reçu un signalement relatif à un impact de la carrière sur l'alimentation en eau du bassin versant de l'Hyrôme situé au nord du site. Un type de signalement relativement similaire avait été fait en 2019. La visite avait donc notamment pour objet de revoir la situation du site en termes de gestion et d'usages des eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- L'Angibourgère LA TOURLANDRY 49120 Chemillé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006303873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (diorites et microgranites) d'une emprise totale de près de 20 ha autorisée jusqu'en 2031. Pour mémoire, après une annulation de l'autorisation initiale par le tribunal administratif, l'autorisation en cours a été accordée dans un contexte d'opposition locale importante en 2011. Après instruction, l'autorisation a été accordée en 2011 et a fixé la production maximale autorisée à 200 000 t/an (en l'absence du contournement du bourg de La-Tourlandry) alors que la demande portait sur 300 000 t/an. En outre, la durée d'exploitation autorisée est de 20 ans au lieu des 30 ans sollicités et la profondeur d'extraction permise est moindre (de 48 m au lieu de 60 m demandés). Depuis l'autorisation, la production effective de la carrière est très inférieure à ce que l'autorisation prévoit et vu les faibles volumes produits, les installations de traitement fixes prévues initialement n'ont pas été installées. Les matériaux sont traités avec des installations mobiles par campagnes puis expédiés tout au long de l'année.

L'exploitation se déroule pour l'instant sur 2 niveaux (4 sont autorisés) sur une emprise restreinte (de l'ordre de 5 ha) et il y a peu de tirs d'abattage (4 en 2022).

L'exploitant est autorisé depuis 2020 à recevoir des déchets inertes (bétons) pour les recycler par concassage sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des eaux et suivis ;
- Suivis environnementaux (bruit, air, tirs de mines) ;
- Conformité des installations/équipements présents avec la demande d'autorisation d'exploiter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet,

conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.1	/	Sans objet
2	Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.4	/	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.5.2	/	Sans objet
10	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.7	/	Sans objet
11	Volet eaux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.5	/	Sans objet
12	Volet eaux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.3.2	/	Sans objet
13	Volet eaux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.4	/	Sans objet
14	Volet eaux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.2	/	Sans objet
17	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.5.5	/	Sans objet
19	Volet air	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.3.3	/	Sans objet
20	Volet air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.9	/	Sans objet
25	Recyclage de déchets	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.3	/	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.2	/	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.1	/	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.2.3.1	/	Sans objet
7	Conformité au dossier (Installations/équipements)	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.2.1.1	/	Sans objet
8	Conformité au dossier (Installations/équipements)	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.3.6	/	Sans objet
15	Volet eaux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.3.1	/	Sans objet
16	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.5.4	/	Sans objet
18	Volet air	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.3.4	/	Sans objet
21	Surveillance des effets des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.6.2.3	/	Sans objet
22	Surveillance des effets des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.6.2.4	/	Sans objet
23	Informations des riverains	Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 4.1.1	/	Sans objet
24	Recyclage de déchets	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité effective est très réduite. Les éléments d'appréciation (d'identification) des circuits des eaux doivent être améliorés. Vu la faible profondeur, la faible emprise extraite et le volume très limité des rejets d'eau, l'impact de la carrière sur l'alimentation du bassin versant de l'hyrôme doit être très limité. L'extraction du gisement est faite au sud-est, le secteur nord n'est pas encore extrait et des surfaces en eau ont été observés notamment sur ce secteur non extrait. L'actualisation de la note hydrogéologique produite en 2019 a été demandée à l'exploitant compte tenu des connaissances acquises depuis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.1
Thème(s) : Autre, Voie d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation internes, la voie privée d'accès et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues en permanence. [...]
Constats : La voie privée d'accès comporte de nombreux nids de poules et n'est donc pas entretenue en permanence.
Observations : L'exploitant doit remettre en état la voie d'accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, Plan de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites seront en place à l'entrée et sur le site.
Constats : Un plan de circulation est affiché à l'entrée de la carrière. Le plan est visible et explicite sauf concernant la localisation des apports de matériaux inertes à recycler. Des dépôts sont présents sur le plan, aussi bien à droite de l'accès, qu'au niveau de l'excavation et qu'à proximité de l'aire dédiée aux apports de déchets inertes. In-situ, excepté au niveau de l'aire dédiée, il n'a pas été identifié de dépôt de matériaux inertes en attente de recyclage.
Observations : Le plan est perfectible, l'exploitant doit clairement identifier où le déchargement des déchets inertes est prévu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.3
Thème(s) : Autre, Front d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, par 4 gradins successifs sur une épaisseur moyenne de gisement de 48 mètres.</p> <p>La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) ne dépassera pas 12 m.</p> <p>Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur, en cours d'exploitation, sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établi conformément au règlement général des industries extractives.</p> <p>En position ultime, une banquette d'au moins 5 m de large entre les niveaux résiduels sera conservée.</p> <p>Les pentes maximales des fronts à créer seront adaptées et au plus de 80° par rapport à l'horizontale.</p> <p>La pente des talus, remblaiement, tranche de découverte au-dessus des fronts supérieurs de gisement exploité, est adaptée à la nature des terrains afin de garantir leur stabilité et ne sera pas supérieure à 45°.</p> <p>L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.</p>
<p>Constats : L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, actuellement, outre le front de découverte, seuls 2 gradins successifs sur une épaisseur totale de gisement de l'ordre de 24 mètres sont présents.</p> <p>La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) est de l'ordre de 12 m.</p> <p>Une banquette de largeur évolutive est aménagée au pied de chaque gradin.</p> <p>Il n'y a pas de fronts périphériques résiduels successifs arrivés en position ultime pour l'instant.</p> <p>Les pentes maximales des fronts créés semblent adaptées, il n'a pas été observé d'instabilité.</p> <p>La pente des talus, remblaiement, tranche de découverte au-dessus des fronts supérieurs de gisement exploité, est adaptée, il n'a pas été observé d'instabilité. Cette pente est faible et n'apparaît pas supérieure à 45°.</p> <p>L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.2
Thème(s) : Autre, Epaisseur et profondeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Épaisseur maximale d'extraction : 48 mètres environ ; • Cote minimale du fond de fouille : + 162 m NGF
<p>Constats : L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation observées sont de l'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Épaisseur maximale d'extraction : 24 mètres environ ; • Cote minimale du fond de fouille : + 185 m NGF
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.3.1
Thème(s) : Autre, Organisation de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. Cette distance doit prendre en compte le retalutage à 45° du front de taille supérieur dans le cadre de la remise en état (soit + 6 m environ) et le talutage à 45° de la tranche de découverte. L'extraction est réalisée en 4 phases de 5 ans.</p> <p>Les horaires normaux d'activité seront de 7h30 à 18h30 du lundi au vendredi (hors jours fériés), sauf pour des opérations de maintenance.</p> <p>L'extraction est réalisée en fouille à ciel ouvert, maintenue sèche par pompage, avec utilisation d'explosifs et au moyen d'engins mécaniques.</p>
<p>Constats : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale de plus de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation selon le plan communiqué par l'exploitant lors de l'inspection. L'activité d'extraction en cours est à plus de 80 m de la limite de l'emprise de l'autorisation. La distance de recule prend en compte le retalutage à 45° du front de taille supérieur et la tranche de découverte. L'extraction est réalisée par phases de 5 ans (L'exploitant n'a toutefois pas de plan de phasage quinquennal à jour).</p> <p>Les horaires normaux d'activité sont dans la tranche de 7h30 à 18h30 du lundi au vendredi (hors jours fériés), selon les déclarations de l'exploitant.</p> <p>L'extraction est réalisée en fouille à ciel ouvert, maintenue sèche par pompage, avec utilisation d'explosifs et au moyen d'engins mécaniques.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a précisé que la pompe d'exhaure au niveau du puisard de fond de fouille était activée manuellement par les salariés si besoin. Elle ne fonctionnait pas lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Emprise d'extraction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surface totale d'extraction des matériaux sera d'environ 11 ha 87 a.</p>
<p>Constats : La surface effective d'extraction des matériaux est très inférieure à 11 ha 87 a. Elle est au plus de l'ordre de 5ha.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Conformité au dossier (Installations/équipements)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Installations connexes et principaux équipements</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un groupe mobile de concassage-criblage, • des installations de traitement des matériaux (primaires, secondaires et tertiaires), • des équipements de transfert (convoyeurs,...), • des engins (pelle, foreuse, chargeuse, tombereaux), • un pont bascule, • du matériel de pompage et des bassins de décantation des eaux en série avant rejet, • des installations de stockage (30 m3 de fioul) et de distribution de carburant (avec aire étanche associée à un séparateur d'hydrocarbures),

<ul style="list-style-type: none"> • un atelier, • un transformateur, • des stockages de matériaux, • un local pour le personnel.
<p>Constats : Parmi les principaux équipements et installations prévus, notons qu'il n'y a pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'installations fixes de traitement des matériaux (primaires, secondaires et tertiaires), • d'équipements fixes de transfert (convoyeurs,...), • d'installations de stockage ni de distribution de carburant (l'approvisionnement se fait directement en bord à bord par un camion citerne), • d'atelier. <p>Les équipements suivants sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un groupe mobile de concassage-criblage, • des engins (selon les besoins en particulier pour la foreuse et les tombereaux, absent lors de l'inspection), • un pont bascule, • du matériel de pompage et des bassins de décantation des eaux en série avant rejet, • une aire étanche associée à un séparateur d'hydrocarbures, • un transformateur, • des stockages de matériaux, • un local pour le personnel.
<p>Observations : Selon l'évolution future de l'activité qui est jusqu'ici relativement réduite par rapport à ce qui était envisagé, la mise en place des installations fixes et des autres équipements demeure une possibilité selon l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Conformité au dossier (Installations/équipements)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.3.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bâtiments/Atelier</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les bâtiments , le désenfumage est assuré en créant en partie haute de l'atelier des orifices d'une surface utile d'évacuation minimale de fumée (S.U.E) de 1/100ème de celle mesurée au sol. L'ouverture des châssis s'effectuera au moyen de commandes manuelles facilement manœuvrables et situées près des issues. Un éclairage de sécurité est installé ainsi qu'un système d'alarme sonore. Il doit être audible de tout point du bâtiment. Les plans d'évacuation et de lutte contre l'incendie doivent être affichés à proximité des entrées principales des bâtiments.</p> <p>La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen d'extincteur à eau pulvérisée de 6 litres minimum par bâtiment et, le cas échéant par un extincteur approprié dans les locaux à risques.</p>
<p>Constats : Hormis des bungalows, il n'y a actuellement aucun bâtiment fixe sur le site.</p>
<p>Observations : Selon l'évolution future de l'activité qui est jusqu'ici relativement réduite par rapport à ce qui était envisagé, la mise en place de bâtiments fixes demeure une possibilité selon l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 1.5.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières / phasage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à monsieur le préfet de Maine et Loire un document actualisant le calcul des montants des garanties financières et les plans de phasage, pour chaque phase quinquennale d'exploitation, compte tenu du tonnage annuel et de la durée prévus par le présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant avait transmis à monsieur le préfet de Maine et Loire un document actualisant le calcul des montants des garanties financières. Toutefois, il n'a pas été identifié de transmission de plans de phasage mis à jour, pour chaque phase quinquennale d'exploitation, compte tenu du tonnage annuel et de la durée prévus par l'arrêté.</p>
<p>Observations : Pour mémoire, suite à la procédure d'instruction, l'autorisation a été accordée pour un tonnage annuel de 200 000 t au lieu des 300 000 t sollicitées et pour une durée de 20 ans au lieu des 30 ans demandés. De même, la profondeur maximale d'extraction autorisée est de +162 m NGF alors que la demande prévoyait un palier de plus pour atteindre +150 mNGF. Ces évolutions conduisent à la nécessité d'avoir un plan de phasage quinquennal actualisé. Ce dernier devait être communiqué, l'exploitant doit donc y satisfaire sachant qu'il reste moins de 8 années avant l'échéance de l'autorisation, que l'activité a été très réduite.</p> <p>Notons que la remise en état telle que prévue à l'article 2.5.1 et au plan annexé à l'autorisation apparaît très compromise (pour mémoire les évolutions doivent être portées à la connaissance du préfet par l'exploitant conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Enquête annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 2.4.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Enquête annuelle</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant renseigne complètement un formulaire de bilan d'activité relatif à l'année précédente d'exploitation. Ce formulaire est une fois complété, adressé à l'inspection des installations classées avant le 1er mars de l'année en cours.</p> <p>Le défaut de transmission dans ce délai est interprété comme un défaut d'exploitation (pas d'exploitation) durant l'année précédente.</p>
<p>Constats : L'exploitant renseigne le bilan d'activité relatif à l'année précédente d'exploitation (déclaration faite en ligne via GEREP).</p> <p>Il a été indiqué à l'exploitant que l'emprise d'extraction étant inférieure à 25 ha, le site ne relève pas du règlement européen n°166/2006 du 18/01/06 contrairement à ce qui est indiqué dans la déclaration faite en 2023 (pour mémoire l'emprise totale du site est inférieure à 20 ha dont moins de 12 ha en extraction).</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées mettra la déclaration GEREP en révision afin que l'exploitant apporte les corrections nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Volet eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan des circuits des eaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, deshuileur-déboureur, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation (fichier sur un ordinateur).</p> <p>Ce document ne permet pas d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, deshuileur-déboureur, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).</p> <p>Le document présenté était incomplet, de plus, il ne correspondait pas à la réalité (localisations de l'arrivée d'eau dans le bassin de décantation, du point de rejet,...). Enfin, il a été noté que le débit de la pompe alimentant le bassin de décantation de 50 m3/h était différent de celui indiqué sur le bilan hydrique qui est de 75 m3/h. In-situ, l'absence d'un plan adapté a conduit à perdre beaucoup de temps durant l'inspection pour localiser les différents ouvrages ou équipements ainsi que pour appréhender le fonctionnement des circuits des eaux.</p>
<p>Observations : Le plan et les indications qu'il comporte doivent être largement mis à jour pour permettre d'une part de bien comprendre les circuits des eaux et aussi pour les localiser in-situ.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Volet eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Eaux rejetées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>La quantité des eaux d'exhaure pompée et d'eaux rejetées doit faire l'objet d'un suivi mensuel.</p> <p>[...]</p> <p>III – Les écoulements d'eaux pluviales sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site. Toutes les eaux collectées en fond de fouille devant être rejetées rejoindront les bassins de décantation adaptés (970 m3 et 700 m3) au Sud-Est du site.</p> <p>Un point de rejet canalisé unique des différentes eaux sera présent en sortie du bassin de décantation susmentionné. Un dispositif (vanne,...) permettant de stopper le rejet sera en place pour pouvoir isoler les eaux au niveau du site. Le rejet est effectué dans un fossé au Sud-Est du site (coordonnées 371861, 2243779) qui rejoint le ruisseau des Pontrions. Le débit maximum de rejet sera d'au plus 20 m3/h.</p>
<p>Constats : [...]</p> <p>II - L'émissaire de rejet vers l'extérieur est équipé d'un volucompteur totalisateur (pour fiabiliser la mesure, un coude surélève le point de rejet pour s'assurer que la canalisation où est ce compteur est en charge), l'aménagement limite le débit maximum de rejet et un regard permet le prélèvement. La quantité d'eaux rejetées fait l'objet d'un suivi mensuel par lecture du compteur susmentionné. La quantité d'eaux pompées dans un bassin intermédiaire et rejetées vers les bassins de décantation à partir desquels le rejet se fait est comptabilisé via un compteur du temps de fonctionnement de la pompe. Ce point soulève toutefois les interrogations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, comme déjà indiqué, il existe une incertitude sur le débit de la pompe présente dans le bassin

<p>intermédiaire ;</p> <p>- d'autre part, les eaux pompées dans de ce bassin intermédiaire ne sont pas exclusivement les eaux pompées dans le puisard présent en fond de fouille (une surverse des bassins de décantation vers ce bassin intermédiaire existe notamment).</p> <p>Si on considère que l'eau d'exhaure correspond uniquement à l'eau pompée pour le dénoyage de la fosse d'extraction, l'information n'est pas disponible puisque le volume d'eau pompée dans le puisard en fond de fouille n'est pas mesuré.</p> <p>In-situ, les pompes du bassin intermédiaire et du puisard en fond de fouille étaient à l'arrêt. L'exploitant a précisé que celle du puisard en fond de fouille était mise en service manuellement par le personnel en cas de besoin (par exemple après un épisode de pluie).</p> <p>Malgré la présence d'étendues d'eau à de multiples endroits en surface de la carrière (sur des secteurs non excavés), en particulier dans le secteur nord, aucune arrivée d'eau dans l'excavation n'a été observée au niveau des fronts ouverts.</p> <p>[...]</p> <p>III – Il n'a pas été observé de dégradations à l'extérieur du site qui pourraient être le fait d'écoulements ou du rejet de la carrière.</p> <p>Les eaux collectées en fond de fouille rejetées rejoignent les bassins de décantation adaptés au Sud-Est du site. Un point de rejet canalisé unique des différentes eaux est présent en sortie du bassin de décantation susmentionné. Un dispositif (vanne,...) permettant de stopper le rejet est en place pour pouvoir isoler les eaux au niveau du site.</p> <p>Le rejet est effectué dans un fossé au Sud-Est du site qui rejoint le ruisseau des Pontrions. Le débit maximum de rejet est bridé par conception à 20 m3/h.</p> <p>Observations : Un suivi du volume d'eau prélevé en fond de fouille (dans le puisard) permettrait de compléter les connaissances et possiblement de mieux apprécier la situation. Les eaux prélevées en fond de fouille (au point bas) assurent le dénoyage de l'excavation.</p> <p>A défaut de stockage dans le bassin intermédiaire ou dans les bassins de décantation, leur volume ne peut a priori pas être supérieur à celui des eaux rejetées qui est mesuré.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Volet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.4
Thème(s) : Autre, Surveillance relative à l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Les paramètres mesurés à une fréquence a minima semestrielle sont au minimum ceux listés à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté, le débit et la modification de couleur du milieu récepteur.</p> <p>Les concentrations en zinc, cuivre, nickel, cadmium, matières azotées, hors nitrates (NH4+) et phosphore seront évaluées annuellement.</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2.4.9, les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant mettra en place 4 piézomètres adaptés en profondeur, en limite de site, dans les 4 directions (Nord, Sud, Est, Ouest) afin de permettre de suivre l'influence de l'excavation sur les eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant procédera à un suivi de la qualité des eaux dans les 4 piézomètres présents, avec les mêmes fréquences, sur les mêmes paramètres que ceux prévus pour les rejets.</p> <p>L'exploitant procédera à un contrôle périodique annuel du niveau des eaux des ouvrages périphériques, ce contrôle sera trimestriel (incluant la période de hautes eaux et de basses eaux) pour les ouvrages P3, P11, P17,</p>

<p>P18, P37, F1 (cf. Carte page 38 du volet hydrogéologique du dossier de demande d'autorisation d'exploiter) situés dans un rayon de 500 m autour de l'excavation sous réserve de l'accord des propriétaires et pour les 4 piézomètres mentionnés précédemment.</p> <p>En cas de baisse du niveau rendant impossible l'usage d'un ouvrage utilisé par des tiers, l'exploitant fera réaliser une étude par un organisme extérieur pour en identifier la cause. Si la responsabilité de l'exploitant est démontrée, des mesures visant à approvisionner les riverains seront prises par l'exploitant (approfondissement et/ou équipement de l'ouvrage, raccordement au réseau public et/ou prise en charge d'un volume d'eau).</p> <p>L'exploitant réalisera un suivi des précipitations et établira chaque année un bilan hydrique estimant les volumes d'exhaure apportés par les écoulements souterrains.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Les paramètres prescrits sont mesurés aux fréquences prévues (semestrielle et annuelle) ainsi que la modification de la couleur du milieu récepteur (le débit qui est bridé n'est pas mesuré).</p> <p>L'exploitant dispose des résultats dans un rapport de suivi annuel (rapport 2022 communiqué à l'inspection des installations classées et examiné).</p> <p>L'exploitant procède au suivi de la qualité des eaux dans les 4 piézomètres présents sur le site, avec les mêmes fréquences, sur les mêmes paramètres que ceux prévus pour les rejets.</p> <p>L'exploitant procède à un contrôle périodique annuel du niveau des eaux des ouvrages périphériques, ce contrôle est trimestriel (incluant la période de hautes eaux et de basses eaux) pour les ouvrages P3, P11, P17, P18, P37, F1 et pour les 4 piézomètres du site.</p> <p>Conformément aux conclusions de la note hydrogéologique transmise en 2019, l'exploitant suit également 2 ouvrages supplémentaires tous les trimestres (puits P44 et forage F6). Les conclusions de cette note précisait qu'en l'état, il n'était pas possible d'attribuer à la carrière, l'état de déficit hydrique des eaux de surface ou des eaux souterraines.</p> <p>Compte tenu du renouvellement de signalements récents mettant en cause la carrière dans le déficit d'alimentation du bassin versant de l'Hyrôme (en particulier du bassin versant des Louetières et a priori des puits des puits P11 et P42) et des connaissances acquises au travers des suivis faits depuis 2019, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réexaminer la situation et d'actualiser sa note hydrogéologique de 2019.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi des précipitations et établit un bilan hydrique. Le bilan communiqué en particulier pour l'année 2022 est erroné sur diverses informations qu'il contient. Une incertitude existe aussi sur le débit de la pompe du bassin intermédiaire. Ce bilan ne comporte pas d'estimation des volumes d'exhaure apportés par les écoulements souterrains.</p>
<p>Observations : Le bilan doit être actualisé et corrigé au regard de la situation effective (capacité des pompes, circuit réel des eaux).</p> <p>L'inspection des installations classées a bien noté que le rejet effectif est réduit et semble-t-il bien inférieur à l'impluvium ce qui rend délicat l'évaluation de la part des volumes d'exhaure apportés par les écoulements souterrains.</p> <p>L'exploitant doit réexaminer la situation et actualiser sa note hydrogéologique de 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Volet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.2
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>I - Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par</p>

<p>un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être évacuées comme déchet ou traitées par un décanteur, séparateur à hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie, avant rejet dans le milieu naturel. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire de collecte considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le point de collecte et le séparateur doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste à la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'à la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'exploitant doit conserver pendant cinq ans tous les documents qui justifient l'entretien régulier du séparateur et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le séparateur et le point de collecte.</p> <p>Le dispositif de ravitaillement sera équipé de pompes à arrêt automatique du remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint. Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Il existera une surveillance lors du remplissage des réservoirs. [...]</p> <p>III – L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.</p> <p>Les engins situés dans la carrière sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.</p> <p>Les kits de dépollution présents sur site comprennent notamment, des produits hydrophobes et des barrages flottants. [...]</p> <p>VIII - Les cuves de stockage de fioul et des huiles usagées sont à double paroi (avec détection de fuite entre les parois), disposent de cuvettes de rétention adaptées et sont régulièrement vérifiées. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.</p>		
Constats	:	[...]
<p>I - Le ravitaillement (hors chenillard) et le lavage sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux collectées sont traitées par un décanteur, séparateur à hydrocarbures (dispositif d'obturation automatique en sortie et dimensionnement non vus lors de l'inspection) avant rejet dans le milieu naturel. Le séparateur a fait l'objet d'un nettoyage en 2022 (vu le BSDD 2022, lors de l'inspection).</p> <p>Le ravitaillement se fait en bord à bord depuis le camion ravitailleur, il n'y a pas de pompe sur le site. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs selon l'exploitant (a minima le chauffeur du camion ravitailleur est présent et un salarié de Charié).</p> <p>L'entretien des engins se fait hors site selon l'exploitant (pas d'atelier sur le site). Il a été constaté que le caniveau périphérique de l'aire étanche était largement bouché par des dépôts de boue et doit donc être nettoyé. [...]</p> <p>III – L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.</p> <p>Les engins situés dans la carrière sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. [...]</p> <p>VIII - Il n'y a pas de cuves de stockage de fioul et des huiles usagées sur le site.</p>		
<p>Observations : L'exploitant doit nettoyer le caniveau qui entoure l'aire étanche.</p> <p>Pour mémoire, l'approvisionnement des chenillards est fait au niveau de leur lieu d'emploi (fond de fouille en particulier) en bord à bord et sous surveillance selon les indications de l'exploitant, sachant que des kits d'intervention sont disponibles si besoin.</p>		
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>		

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Volet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.2.3.1
Thème(s) : Autre, Eaux de procédés des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y a pas d'installation de lavage des matériaux et donc pas d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux. Les ruissellements liés à l'arrosage destiné à limiter les émissions de poussières dans l'emprise du projet sont dirigés vers le fond de fouille ou les bassins de décantation. Au niveau du dispositif de lavage des roues des véhicules sortant du site, l'eau est utilisée en circuit fermé avec les bassins de décantation.
Constats : Il n'y a pas d'installation de lavage des matériaux et donc pas d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux. Les ruissellements liés à l'arrosage destiné à limiter les émissions de poussières dans l'emprise du projet suivent les pistes ou aires associées et ne sortent pas du site. Au niveau du dispositif de lavage des roues des véhicules sortant du site, l'eau est utilisée en circuit fermé avec les bassins de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.5.4
Thème(s) : Autre, Contrôles des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté puis au moins tous les ans et dans un délai de trois mois suivant la mise en place de nouvelles installations de traitement fixes et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les émergences sont contrôlées au niveau de huit habitations voisines identifiées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (cf. page 137 de l'étude d'impact).</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Constats : L'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences conformément aux dispositions prévues.</p> <p>Les niveaux sont contrôlés en 4 points et les émergences au niveau des huit habitations voisines prévues. Selon le rapport annuel 2022 communiqué l'ensemble des résultats est conforme.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore fait de campagne de recyclage de déchets inertes (bétons) par concassage. L'inspection des installations classées a rappelé qu'une mesure devrait être faite à cette occasion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.5.5
Thème(s) : Autre, Plan localisant les points de contrôles des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan permettant de localiser précisément les points de mesures (niveaux et émergences sonores) et la localisation de l'activité lors de chaque campagne de mesures sera établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Un plan permettant de localiser les points de mesures (niveaux et émergences sonores) lors de la campagne de mesures est établi et figure dans le rapport annuel et les fiches de mesures annexées. Il n'y a pas de plan permettant de localiser l'activité lors de chaque campagne de mesures. Un descriptif de l'activité figure dans le rapport annuel et les fiches de mesures annexées.</p> <p>L'inspection des installations classées note que l'extension des activités au sein de la carrière est limitée.</p> <p>Observations : L'exploitant doit satisfaire à son autorisation et disposer d'un plan permettant de localiser l'activité lors de chaque campagne de mesures et le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Volet air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.3.4
Thème(s) : Autre, Plan localisant les points de suivis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Un plan ou schéma présentant les émissaires canalisés de rejets à l'atmosphère dans l'installation sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permettra d'identifier et de localiser les points de rejets à l'atmosphère.
Constats : Il n'y a pas d'installations fixes ni de point de rejet canalisé. De fait, il n'y a pas de plan ou schéma présentant les émissaires canalisés de rejets à l'atmosphère dans l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Volet air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.3.3
Thème(s) : Autre, Contrôle des rejets diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place dans les conditions suivantes :</p> <p>Des mesures annuelles de retombées de poussières seront effectuées, en périodes estivale, à quatre emplacements situés dans chaque direction (Ouest, Nord, Est et Sud) en limite d'emprise du site, en direction des habitations les plus proches, ainsi qu'à deux emplacements correspondant aux directions principales des vents dominants (si elles ne sont pas déjà mesurées) et qu'à deux autres emplacements de part et d'autre de la voie d'accès à la carrière au niveau de La Denéchère et de Chantelevent.</p> <p>Durant l'année suivant la notification du présent arrêté, en période d'activité, une campagne de mesures des concentrations de poussières alvéolaires et inhalables est effectuée en périphérie du site ainsi qu'à proximité de la voie d'accès à la carrière (secteur La Denéchère/Chantelevent) pour différentes situations météorologiques. La teneur en quartz des poussières alvéolaires est également estimée. Une analyse des résultats visant à conforter les estimations faites dans le volet sanitaire de l'étude d'impact est réalisée. Les conclusions de cette analyse sont transmises à l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans activité de la carrière (pour servir de point de référence), puis avec activité de la carrière, lors de la première période estivale suivant la notification du présent arrêté, une mesure des concentrations de poussières alvéolaires et inhalables est effectuée en périphérie du site, en regard de l'habitation la plus proche du site située sous les vents dominants ainsi qu'à proximité de la voie d'accès à la carrière (secteur La Denéchère/Chantelevent). La teneur en quartz des poussières alvéolaires est également estimée. Les mesures en activité sont ensuite renouvelées tous les ans en période estivale.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas de réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement répondant aux conditions prescrites par l'autorisation d'exploiter. L'exploitant a un réseau de surveillance basé sur les dispositions plus récentes de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.</p> <p>Il n'y a pas des mesures annuelles d'effectuées à quatre emplacements situés dans chaque direction (Ouest, Nord, Est et Sud) en limite d'emprise du site, en direction des habitations les plus proches ni à deux autres emplacements de part et d'autre de la voie d'accès à la carrière au niveau de La Denéchère et de Chantelevent.</p> <p>Une mesure annuelle des concentrations de poussières alvéolaires et inhalables est effectuée en périphérie du site, en regard de l'habitation la plus proche du site située sous les vents dominants (à l'Angibourgère) ainsi qu'à proximité de la voie d'accès à la carrière (secteur La Denéchère/Chantelevent). La teneur en quartz des poussières alvéolaires est également estimée.</p> <p>Les mesures en activité de 2022 ont été faites en mai et ne sont donc pas effectuées en période estivale comme cela est prescrit.</p> <p>Les résultats sont sous les limites de quantification selon le rapport annuel (concentrations très faibles).</p>
<p>Observations : A défaut d'évolution de l'autorisation d'exploiter la carrière, ses prescriptions sont applicables et l'exploitant doit les mettre en œuvre même si des prescriptions ministérielles les complètent. L'exploitant doit se mettre en conformité.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Volet air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.9
Thème(s) : Autre, Plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>19.6. - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Constats : 19.5. - L'exploitant a établi un plan de surveillance des émissions de poussières. Lors de l'inspection ce plan n'a pas été vu, l'exploitant a présenté et remis un bilan des émissions de poussières qui en comporte certains éléments (notamment les zones d'émission de poussières, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre).</p> <p>[...]</p> <p>19.6. - Au regard des éléments figurant dans le bilan remis, le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une station de mesure témoin à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière (a) ; - 4 stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;

<p>- 2 stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p> <p>Selon le rapport de 2022 remis lors de l'inspection, les campagnes de mesures durent trente jours.</p> <p>Suite à huit campagnes consécutives avec des résultats inférieurs à la valeur de 500 mg/m²/jour, la fréquence est semestrielle (depuis 2020).</p> <p>19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.</p> <p>Tous les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées, en particulier aux points de type (b) du plan de surveillance mesurés.</p>
<p>Observations : Postérieurement à l'inspection, un examen plus détaillé des documents susmentionnés a montré que les campagnes de mesures portent sur 2 point de type (b) correspondant à des stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) alors que le plan en prévoit 4 (selon les éléments figurant dans le bilan page 5/10).</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'autorisation préfectorale, l'exploitant doit mettre en cohérence le suivi fait et son plan de surveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 21 : Surveillance des effets des tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Pression acoustique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de pression acoustique supérieure à 125 dB linéaires au niveau des lieux occupés par des tiers situés dans le voisinage du site.</p>
<p>Constats : L'exploitant a précisé avoir fait uniquement 4 tirs de mines en 2022 et 3 en 2021. La durée de l'inspection n'a pas permis d'examiner les enregistrements faits lors de ces tirs. Selon le récapitulatif remis lors de l'inspection par l'exploitant pour ces tirs, le niveau de pression acoustique est respecté (au plus de 120 dBL).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 22 : Surveillance des effets des tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 3.6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Vitesses particulières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion, de la vitesse particulière en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de dB ou en Pa.</p> <p>Les mesures sont systématiquement effectuées à chaque tir, à des emplacements aménagés à cet effet constitués de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagés sur le rocher s'il est affleurant ou au niveau d'au moins trois habitations voisines en fonction de la position du tir (notamment à l'Angibourgère, la Courvoisière, La Roche sur Cossé, La Troitière, La Hunaudière, Moulins de la Vollerie et école de Cossé-d'Anjou,</p>

avec l'accord des propriétaires) conformément au dernier alinéa de l'article 3.6.2.2. L'exploitant fait intervenir un organisme compétent indépendant afin qu'il procède une fois par an aux mesures susmentionnées avec ses propres équipements, en même temps que l'exploitant. En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière, pression acoustique) prescrites l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mise en œuvre pour la traiter sur les tirs suivants. L'inspection des installations classées pourra demander la réalisation d'une analyse détaillée par un organisme compétent à l'exploitant. A la fin de la première année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à monsieur le préfet un bilan relatif aux vitesses particulières et aux pressions acoustiques mesurées. Ce bilan fait apparaître l'analyse et les commentaires de l'exploitant sur les résultats compte tenu de l'exploitation réalisée.
Constats : L'exploitant a précisé avoir fait uniquement 4 tirs de mines en 2022 et 3 en 2021. La durée de l'inspection n'a pas permis d'examiner les enregistrements faits lors de ces tirs. Selon le récapitulatif remis lors de l'inspection par l'exploitant pour ces tirs, le niveau de pression acoustique est respecté (au plus de 120 dBL). Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique. Les mesures sont systématiquement effectuées à chaque tir à 4 emplacements en 2021 et 5 emplacements en 2022 à les Troitières, la Hunaudière, l'école de Cossé-d'Anjou, l'Angibourgère, la Courvoisière. L'exploitant fait intervenir un organisme indépendant qui procède une fois par an à des mesures avec ses propres équipements. Le rapport de 2022 porte sur des mesures comparatives faites sur le tir du 16 mai 2022 à les Troitières, la Hunaudière et l'école de Cossé-d'Anjou, en même temps que l'exploitant. Sur l'ensemble des documents remis, les vitesses particulières pondérées mesurées pour tous les tirs sont inférieures à la valeur limite de 6 mm/s prescrite par l'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Informations des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Autre, Informations annuelle des riverains
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant organise au moins une fois par an, ou en tant que de besoin une réunion à laquelle sont conviés au moins des riverains ou leurs représentants, la municipalité de La Tourlandry, de Cossé-d'Anjou et de La Salle-de-Vihiers pour notamment leur communiquer des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions qu'il met en œuvre.
Constats : L'exploitant organise, selon ses indications, une fois par an une réunion à laquelle sont conviés au moins des riverains ou leurs représentants, la municipalité de La Tourlandry, de Cossé-d'Anjou et de La Salle-de-Vihiers pour notamment leur communiquer des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions qu'il met en œuvre. La dernière réunion a eu lieu le 07 février 2023 selon un projet de compte rendu présenté.
Observations : L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui communiquer le compte rendu de la dernière réunion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Recyclage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4-3
Thème(s) : Autre, Capacité d'accueil annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : [...] Le traitement des déchets inertes est fait par concassage et/ou criblage au moyen des installations mobiles autorisées, à proximité de l'aire dédiée à leur transit. La capacité maximale annuelle d'accueil de matériaux extérieurs à recycler n'excède pas 30 000 t/an, sauf accord préalable de l'administration.
Constats : [...] Il n'y a pas encore eu de campagne de traitement des déchets inertes sur le site. Environ 1200 m ² sont occupés par des déchets inertes à recycler. Il a été constaté qu'il s'agit essentiellement d'éléments en bétons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Recyclage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4-1
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les matériaux apportés sont déversés et entreposés au niveau d'une plateforme d'accueil dédiée, hors d'eau, permettant leur reprise. L'aire d'entreposage dédiée d'environ 5000 m ² qui est située sur une plateforme minérale encaissée d'un palier, au sein de l'excavation. La plateforme est séparée de l'excavation par un obstacle physique non franchissable (merlon, enrochement ou autre) par les véhicules y circulant. Cette plateforme, ses voies d'accès et de sortie sont signalées de façon très visible de jour comme de nuit. Un éclairage suffisant est présent au niveau de la zone de manœuvre si besoin.
Constats : [...] Les matériaux apportés sont déversés et entreposés au niveau d'une plateforme d'accueil dédiée, hors d'eau, qui permet leur reprise. L'aire d'entreposage dédiée est inférieure à 5000 m ² mais elle n'est pas située sur une plateforme minérale encaissée d'un palier, au sein de l'excavation. Au contraire, elle est située en partie haute du site contrairement aux dispositions prescrites. La plateforme n'était pas totalement séparée de l'excavation par un obstacle physique non franchissable (merlon, enrochement ou autre) par les véhicules y circulant. des ouvertures permettant le passage de camions existaient et ont été obturées par des blocs durant l'inspection suite à nos observations. Cette plateforme, ses voies d'accès et de sortie ne sont pas signalées de façon très visible de jour comme de nuit.
Observations : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet